

La corruption recule un peu en Grèce, selon l'ONG Transparency

Après trois ans de crise et d'austérité, les Grecs ont commencé à réagir contre la corruption au quotidien, et à y intégrer la fraude fiscale, selon une étude annuelle présentée jeudi 7 mars par l'ONG Transparency international.

Les résultats de cette étude, qui enregistre une baisse des pots de vins versés dans les administrations ou entreprises publiques pour obtenir un service, et « *de plus en plus de refus* » de se plier à cette pratique, attestent « *d'une sensibilisation et réaction croissantes de la société à la corruption* », s'est félicité lors d'une conférence de presse le président de la section grecque de l'ONG, Costas Bakouris.

« *Bien sûr, la crise joue, en limitant les revenus des ménages, mais un message positif se dégage d'un recul de la petite corruption* » qui plombe les rapports des Grecs avec les services tant publics que privés, hôpitaux, bureaux du fisc et d'urbanisme, mais aussi services juridiques et banques, a-t-il ajouté. Il a jugé qu'outre une « *maturation des citoyens* » face aux retombées pour le pays et leur budget familial des années de gabegie et de mauvaise gouvernance, « *l'informatisation en cours de l'administration, notamment fiscale* » concourt à assainir les transactions.

Pour la première fois depuis le début, en 2007, de ces études annuelles, le volume global estimé des « *fakelaki* » (pot de vin) est passé sous la barre du demi-milliard d'euros, à 420 millions d'euros contre 787 millions en 2009, une année électorale marquant un pic de corruption juste avant que le pays ne plonge dans la crise de la dette.

Les cas signalés sont aussi en baisse, avec 6,3 % des foyers affirmant avoir été sollicités par des agents publics, et 4,5 % par des prestataires privés.

Dans cette dernière catégorie, la « *corruption* » signalée porte surtout sur la non-facturation de services, qui prive les caisses publiques de TVA mais a longtemps été généralisée en Grèce, professionnels et clients se partageant l'économie réalisée.

Le pot de vin moyen payé à un fonctionnaire de l'administration ou dans un établissement public type hôpital, s'établissait en 2012 à 1.228 euros, en baisse de 12 %, tandis que le « *tarif* » moyen dans le secteur privé était de 1.442 euros (+2,6 %).

Après avoir centré ses efforts d'économie sur les coupes dans les salaires et retraites, le pays est pressé par ses créanciers, UE et FMI, de s'attaquer sérieusement à la corruption et la fraude fiscale, endémique tant pour remplir les caisses publiques que pour maintenir un minimum de cohésion sociale.

Le rapport de Transparency International, intitulé « National Survey on Corruption in Greece - 2012 », est dans notre base « Ressources », rubrique Institutions et organisations européennes, Transparency International Grèce.